

Gaz, pétrole, charbon, la sortie des énergies fossiles n'est pas pour demain

Armelle Bohineust

Lors de la COP28 qui se tenait à Dubaï il y a un an, le monde entier s'est mis d'accord, pour la première fois, sur une « transition » vers l'abandon des énergies fossiles. Un an plus tard, la promesse obtenue à grand-peine tarde à se concrétiser. L'Azerbaïdjan, qui accueille cette année la COP29, est même accusé par des ONG d'oublier le sujet dans le but de protéger ses intérêts pétroliers et gaziers. Bakou nie, bien sûr.

Plusieurs États continuent d'approuver la mise en exploitation de nouveaux champs pétroliers et gaziers, des compagnies pétrolières y investissent plus que jamais. TotalEnergies, qui a lancé six projets en 2024, au Brésil, au Suriname, en Angola, à Oman et au Nigeria, a annoncé qu'il augmenterait de 3 % par an d'ici à 2030 sa production d'hydrocarbures, principalement en gaz liquéfié (GNL). « La demande de pétrole augmente », à raison de près de 1 million de barils par jour, soit environ 1 % de la consommation mondiale. Et, « pour l'instant, nous ne voyons pas d'impact réel de la pénétration des technologies bas carbone », plaide Patrick Pouyanné, PDG du groupe français.

L'Opep qualifie carrément l'espoir d'une sortie des énergies fossiles de « fantasme ». Au contraire, la demande d'or noir progressera jusqu'en 2050, elle bondira de 17 % en vingt-cinq ans et passera de 102 à 120 millions de barils par jour, parie l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Celle-ci estime que plus de 17 000 milliards de dollars (15 000 milliards d'euros) d'investissements cumulés doivent être réalisés dans le secteur d'ici à 2050, essentiellement dans l'exploration et la production d'or noir. Or, les fonds vont plus facilement aux exploitants de combustibles fossiles qu'aux pourvoyeurs d'énergie verte, dénoncent des ONG.

« Dans le monde réel, la transition actuelle est visiblement en train d'échouer », affirmait en mars Amin Nasser, PDG d'Aramco, le géant public de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut. En dépit d'investissements considérables, le solaire et l'éolien ne fournissent encore qu'une fraction de l'énergie mondiale. Or, les besoins des pays du Sud vont fortement augmenter, a-t-il argumenté. Ne serait-ce qu'à cause de l'accroissement de la population mondiale, censée passer de 8,2 milliards d'habitants aujourd'hui à 9,7 milliards en 2050. De quoi soutenir largement la demande de pétrole et d'énergie en général.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), affiliée à l'OCDE et considérée comme une référence

dans le domaine de l'énergie est, elle, optimiste. Elle entrevoit un pic de la demande pour toutes les énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon – « dans les prochaines années ». Pourtant, la maigreur des avancées a de quoi inquiéter. En dix ans, la part des combustibles fossiles dans le bouquet énergétique mondial a reculé de seulement deux points, passant de 82 % en 2013 à 80 % en 2023.

Certes, la demande d'énergie a augmenté de 15 % au cours de cette décennie et 40 % de cette croissance a été satisfaite par les énergies propres, selon l'AIE. Et les écarts sont importants entre économies matures et pays en développement. Dans le premier groupe, la demande d'énergie a diminué en moyenne de 0,5 % par an depuis dix ans. La demande de pétrole a atteint son maximum en 2005, le charbon est en déclin structurel depuis 2008, tandis que le gaz naturel, dans son ensemble, a cessé d'y croître. En revanche, dans les économies émergentes et en développement, qui regroupent près de 85 % de la population mondiale, la demande d'énergie a augmenté d'environ 2,6 % chaque année.

« Contrairement au charbon et au pétrole, qui atteignent un pic dans la plupart des scénarios examinés, la demande de gaz naturel augmente d'ici à 2050 dans la moitié des hypothèses »

L'institut de recherche Resources for the Future

Au niveau mondial, beaucoup d'observateurs pronostiquent un déclin prochain du charbon. Un premier pic avait été annoncé en 2014, avant que la consommation mondiale ne reparte à la hausse, notamment en Allemagne, faute d'alternative au nucléaire. Des signaux encourageants sont observés en Chine, premier consommateur de ce combustible ultra-polluant. Au premier semestre 2024, le rythme d'approbation de nouveaux projets de centrales à charbon y a fortement ralenti. « Les nouvelles capacités ne sont plus justifiées économiquement par rapport aux nouvelles capacités renouvelables », explique Maria Pastukhova, spécialiste de la transition énergétique pour le cercle de réflexion E3G.

Pour le pétrole et le gaz, les scénarios varient. Certains s'attendent à une stagnation globale de la demande de pétrole et de gaz jusqu'en 2050. D'autres sont plus optimistes. Le pétrolier BP, qui réalise régulièrement de longues recherches sur le secteur énergétique, prévoit un déclin de la demande mondiale de pé-

trole avant 2030, puis une baisse liée à l'essor des voitures électriques.

La question du gaz est plus controversée. « Contrairement au charbon et au pétrole, qui atteignent un pic dans la plupart des scénarios examinés, la demande de gaz naturel augmente d'ici à 2050 dans la moitié des hypothèses », écrit l'institut de recherche Resources for the Future, qui compare seize scénarios, incluant ceux de l'AIE, dans son « Global Energy Outlook 2024 ». La demande mondiale en énergie primaire a plutôt « connu une série d'ajouts d'énergie, et non de transitions énergétiques, avec de nouvelles technologies s'ajoutant aux sources existantes », souligne l'institut indépendant basé à Washington.

Reste qu'en parallèle, les énergies vertes progressent bel et bien. En octobre, l'AIE annonçait que les technologies « propres », solaire, éolien, mais aussi nucléaire, attirent deux fois plus d'investissements que les énergies fossiles. La Chine, grand consommateur d'énergies fossiles et premier émetteur de CO₂ de la planète, est aussi le premier développeur d'énergie verte. Et certains pays mettent officiellement les bouchées doubles. La France va bien réduire sa consommation d'énergies fossiles d'ici à 2030, a annoncé le gouvernement en présentant lundi sa feuille de route pour l'énergie et le climat d'ici à 2050. La part des fossiles dans la consommation finale devrait tomber à 42 % en 2030 contre 60 % en 2022, puis à 30 % en 2035. Les ministres du G20, qui regroupe vingt pays parmi les plus riches, ont réaffirmé fin octobre leur volonté de s'éloigner des énergies fossiles. Mais ce sera lent. Si le pic anticipé par l'AIE se confirme, la part des fossiles dans l'approvisionnement énergétique mondial tombera de 80 % aujourd'hui à 73 % en 2030.

Certains pays ont un double discours. Les hôtes des COP28, 29 et 30, les Émirats arabes unis, l'Azerbaïdjan et le Brésil prévoient d'augmenter leur production fossile d'ici à 2035 respectivement de 34 %, 14 % et 36 %, dénonce l'ONG Oil Change International. Et, à Washington, le retour de Donald Trump ne va rien arranger. Les États-Unis sont déjà le plus grand producteur mondial de pétrole, grâce au boom des forages de schiste, particulièrement polluants. Le nouveau président veut, en plus, sortir de l'accord de Paris et « forer à tout va ».

Sa victoire ne devrait pourtant pas complètement ralentir le boom des énergies renouvelables aux États-Unis, espèrent ONG et économistes. Il pourrait être difficile d'abroger la loi IRA promulguée par Joe Biden, qui prévoit une décennie de subventions lucratives pour les nouveaux projets solaires ou éoliens. ■